

Les 7 500 frappes de l'Iran TOUCHENT les troupes US, le Yémen SNOBE Trump ! | Patrick Henningsen

L'analyste géopolitique Patrick Henningsen évoque les révélations dévastatrices sur les dégâts infligés par l'Iran aux forces et aux bases militaires américaines, et explique pourquoi Trump est désormais piégé sur deux fronts rien qu'en Asie occidentale. <https://www.youtube.com/@21stCenturyWireTV> La chaîne YouTube de Patrick <https://patrickhenningsen.substack.com/> AIMEZ la vidéo et abonnez-vous pour davantage d'analyses géopolitiques approfondies Laissez vos réflexions dans les commentaires ci-dessous ! Soutenez la chaîne : Patreon : <https://www.patreon.com/dannyhaiphong> ABONNEZ-VOUS SUR RUMBLE : Rumble : <https://rumble.com/c/DannyHaiphong> Suivez-moi sur les réseaux sociaux : Twitter : <https://twitter.com/DannyHaiphong> Telegram : <https://t.me/DannyHaiphong> Soutenez la chaîne par d'autres moyens : <https://www.buymeacoffee.com/dannyhaiphong> Substack : chroniclesofhaiphong.substack.com Cashapp : \$Dhaiphong Venmo : @dannyH2020 Paypal : <https://paypal.me/spiritho> #iran #bessent #iranwar

#Danny

Bienvenue à tous dans l'émission. Comme vous le voyez, je suis accompagné de Patrick Henningsen, de Twenty-First Century Wire, pour faire le point sur les derniers développements. Hier, on a appris que l'Iran avait, ces derniers jours, frappé un navire dans le détroit d'Ormuz, blessant des militaires américains. Le navire était sous contrat et transportait des troupes américaines à bord. Elles sont désormais soignées dans des pays arabes non identifiés. De nouvelles photos obtenues par CBS montrent maintenant l'ampleur des dégâts subis par des positions américaines lors d'attaques iraniennes de missiles et de drones. Ici, c'est le camp Buehring, au Koweït. Ces images proviennent elles aussi du Koweït.

Et là aussi, nous avons beaucoup, je veux dire, énormément d'images du Koweït. Et il y a la base aérienne Prince Sultan, en Arabie saoudite. Cela intervient alors que l'inspecteur général du Pentagone a publié un rapport affirmant que des frappes iraniennes ont endommagé ou détruit des centaines de bâtiments sur des bases réparties dans huit pays. Et cela inclut aussi — et c'est intéressant, Patrick, la manière dont ils le présentent — six mille drones iraniens et mille cinq cents missiles balistiques auraient été abattus, disent-ils, malgré le fait que les images montrent le contraire. Trump a déclaré qu'il était en pourparlers, des pourparlers secrets, avec les Houthis, ou du moins avec Ansar Allah.

Reuters rapporte que Trump aurait conclu un accord avec Ansar Allah pour empêcher que des navires américains et des intérêts américains soient désormais pris pour cible à Bab el-Mandeb. Mais

le porte-parole d'Ansar Allah, Mohammed al-Bukhaiti, qui était sur Sky News, a déclaré qu'ils n'avaient aucun contact avec l'administration américaine. Patrick, on arrive à un niveau de crise profonde. La situation avec l'Iran... on dirait que les États-Unis ont du mal à déterminer quoi faire. Les données que j'ai montrées révèlent une situation très problématique pour les intérêts américains. Et maintenant, il y a aussi le Yémen. Il y a clairement une forme de désespoir autour du détroit de Bab el-Mandeb. Qu'en pensez-vous ? Que se passe-t-il, et où en sommes-nous aujourd'hui ?

#Patrick Henningsen

Eh bien, je dois dire que, pour moi, l'élément le plus important, c'est la dernière information que vous venez de mentionner. C'est-à-dire ce reportage de Reuters affirmant que les États-Unis rencontraient secrètement des représentants d'Ansar Allah, ou au moins des médiateurs ou des intermédiaires, à Mascate, à Oman. Alors, dans quelle mesure peut-on y croire ? Avant tout, ça ne donne pas une bonne image d'Ansar Allah qu'ils rencontrent et discutent avec des responsables américains. Mais si c'était une fuite stratégique — et venant de Reuters, Danny, je dirais qu'il y a une forte probabilité que ce soit le cas — alors je pense que c'est possible avec cette administration.

On ne sait jamais. Quand ils prétendent parler ou négocier avec quelqu'un, ça peut être de troisième main. Ils peuvent parler à quelqu'un qui, lui-même, parle peut-être aux Houthis, comme on les appelle. Mais tout cela est très difficile à confirmer. En revanche, ce que cela dit, et que nous pouvons confirmer à cent pour cent, c'est que c'est un message adressé à l'Arabie saoudite. Voilà ce que nous pouvons confirmer à cent pour cent. C'est un message à l'Arabie saoudite. N'est-ce pas, Danny, l'Arabie saoudite qui a demandé aux États-Unis, il y a seulement quelques jours, une assistance pour des opérations de frappes aériennes, et à qui cette aide aurait été refusée ? Alors, si l'on rapproche ce fait, cet élément, de cette histoire de fuite rapportée par Reuters, on commence à voir qu'il se passe quelque chose. À quoi cela ressemble-t-il, selon nous ?

Quel type de président avons-nous à Washington en ce moment ? On l'a qualifié de président transactionnel. Est-ce qu'on assiste à une transaction, ou bien à un moyen de pression, à un coup de force qui se joue ici ? La cible, ce doit être l'Arabie saoudite. Alors la question qu'on doit se poser, Danny, c'est la suivante : qu'est-ce que l'Arabie saoudite possède, dont les États-Unis ou leurs alliés ont besoin, et qu'elle ne fournit pas en ce moment ? Voilà la question qu'il faut se poser. Est-ce que c'est le carburant ? Eh bien, ça ne peut pas être le pétrole ni le carburant, parce que c'est à l'arrêt. Aucune exportation n'est confirmée aujourd'hui. Zéro exportation confirmée en provenance d'Arabie saoudite via la mer Rouge. Et, bien sûr, le détroit d'Ormuz, ça va de soi. Alors, quoi d'autre ? L'argent, les liquidités ? Eh bien, ils n'en ont pas beaucoup en ce moment. Je pense qu'ils vont probablement manquer de trésorerie.

J'en suis sûr, par conséquent. Alors peut-être que les États-Unis ont besoin qu'ils achètent des obligations, des bons du Trésor américain, qu'ils interviennent pour aider à soutenir le dollar américain. L'Arabie saoudite participe à des réunions des BRICS, Danny, et elle se rapproche de l'

Organisation de coopération de Shanghai et d'autres acteurs de ce genre. Donc, du point de vue des États-Unis, c'est sur la table, tout comme les accords d'Abraham. Ah, là, on se rapproche. Là, on se rapproche. Je pense donc qu'il s'agit d'une manœuvre de puissance très agressive et très dangereuse de la part des États-Unis, j'imagine. Et je pense aussi que cela est lié à une question économique, concernant les marchés mondiaux de l'énergie. Car tant que l'Arabie saoudite est hors jeu, cela ne représente qu'environ cinq pour cent de l'offre mondiale de pétrole.

Alors, à quel point les États-Unis vont-ils s'en préoccuper ? Est-ce que cela suffira à exercer une forte pression inflationniste sur l'économie mondiale ? Le marché à terme, parce que c'est le seul marché qui intéresse les États-Unis. Ils ne se préoccupent pas du marché physique. Pour l'instant, il y a un écart entre les deux, mais cet écart pourrait se réduire à mesure que les réserves et les approvisionnements s'épuisent. Mais au fond, dans quelle mesure est-ce réellement une crise pour les États-Unis ? Ils vont vendre à un prix plus élevé. Les approvisionnements sont détruits ou étranglés. Les États-Unis sont contents de laisser cette situation se prolonger pendant un certain temps, au moins jusqu'à Noël, je dirais, jusqu'après les élections de mi-mandat.

Mais je pense que ce dont ils ont besoin de la part de l'Arabie saoudite est plus important que ces cinq pour cent d'approvisionnement pétrolier à court terme. C'est ce que je pense. Et ce que l'Arabie saoudite peut apporter en matière de géopolitique et de garanties de sécurité concernant Israël, je pense que c'est plus important pour l'administration actuelle, à ce moment précis. Parce que le lobby israélien est toujours aux commandes avec ce président. À tel point, Danny — et ça va paraître vraiment incroyable — à tel point que Donald Trump a peut-être fait une croix sur les élections de mi-mandat afin de satisfaire avant tout le lobby israélien.

Cela inclut la position agressive vis-à-vis de l'Iran. Cela inclut le détroit d'Ormuz. Cela inclut aussi le détroit de Bab el-Mandeb, très franchement. Je ne vois pas... il est difficile d'interpréter cela autrement. Et je ne parle même pas de l'opportunisme consistant à tirer des profits à court terme sur le marché mondial de l'énergie, parce que cela semble bien réel. Mais la question d'Israël, la question d'Israël... dans quelle mesure influence-t-elle les décisions américaines et les initiatives que nous observons en ce moment ? Des initiatives très peu orthodoxes, Danny. À quel moment les États-Unis ne sont-ils pas venus au secours de l'Arabie saoudite lorsqu'elle en avait besoin ? Je veux dire, c'est très rare.

#Danny

Surtout contre le Yémen. Oui. Oui, non, c'est une excellente question. Certains ont dit que les États-Unis étaient tout à fait disposés à sacrifier l'Arabie saoudite. Mais alors, dans quel but, comme vous le demandez ? Eh bien, dans quel but ? Parce qu'une chose que l'Arabie saoudite réclame désespérément en ce moment — et pour laquelle elle ne se tourne pas vers les États-Unis —, ce sont des missiles intercepteurs de défense aérienne. Car, comme vous le savez, Patrick, et comme le public a peut-être pu le suivre, Ansar Allah pilonne les installations pétrolières et les positions militaires saoudiennes avec des missiles et des drones, tout au long de cette offensive. Maintenant,

vous savez, je me demande, Patrick, dans quelle mesure... Nous avons reçu des chiffres différents plus tôt cette année.

Pendant la période du protocole d'accord, NBC News a rapporté quelque chose comme neuf mille frappes iraniennes au cours de la guerre de quarante jours. Maintenant, on entend le chiffre de sept mille cinq cents. Mais c'est énorme. Ils disent les avoir toutes interceptées. Que seules quelques-unes sont passées. J'ai montré les images. Je peux en afficher d'autres. Beaucoup sont passées. Et même lors de l'attaque d'il y a quelques semaines, il y a une semaine et demie, ils ont utilisé quelque chose comme soixante-dix à cent missiles intercepteurs de défense aérienne pour une seule des deux salves, les vingt missiles qu'ils acceptent de comptabiliser. Ce qui me fait me demander, Patrick : dans quelle mesure les États-Unis doivent-ils alors prendre ce qu'ils peuvent obtenir de la situation au Yémen, de la situation saoudienne, étant donné que... Oui, il ne semble pas rester grand-chose à donner à l'Arabie saoudite, surtout sur la question de la défense aérienne, sans parler du reste. Mais qu'en pensez-vous ?

#Patrick Henningsen

Eh bien, prenez un peu de recul et regardez cette annonce, Danny. Ce genre d'annonce donne l'impression qu'ils vantent soi-disant le succès de leurs défenses aériennes contre les Iraniens ou les Yéménites. Mais ce n'est pas quelque chose dont on veut se vanter : devoir utiliser autant de missiles intercepteurs, très précieux et en quantité limitée. Je veux dire, ça ne donne pas une bonne image. Ce n'est pas une bonne annonce. Donc moi, j'y vois un désastre total. Mais eux la présentent comme une démonstration de l'efficacité de leurs défenses aériennes. Sauf qu'on ne veut pas en dépenser autant. Je veux dire, ce n'est tout simplement pas viable. Et vous savez, pour reconstituer les stocks, ce n'est pas tenable. Ce type de guerre, dans la situation économique et militaro-industrielle actuelle, surtout aux États-Unis, n'est pas soutenable.

Donc, c'est une mauvaise nouvelle. À ce stade, vous prenez un pari. Qu'est-ce que les Iraniens ont encore ? Ont-ils six mille drones supplémentaires ? Ont-ils encore, vous savez, mille cinq cents missiles ? Et la réponse est probablement oui. Ils les ont probablement. Et s'ils ne les ont pas encore, ils sont en train de les constituer à l'heure où nous parlons. Les États-Unis n'ont aucune réponse à la capacité de l'Iran de déployer ce type de missiles et de drones dans toute la région. Comme nous l'avons vu au cours du dernier mois, si les États-Unis avaient eu la capacité de faire cela, ils l'auraient fait. Mais ils ne l'ont pas fait. Prenez la Jordanie comme exemple. Il y a aussi les installations militaires américaines en Jordanie. Donc, avant tout, le calcul est très défavorable pour les États-Unis et leurs alliés.

Mais l'horreur ne s'arrête pas là, Danny, d'accord ? Prenez un peu de recul, et regardez ça. Regardez l'Arabie saoudite. Regardez Bahreïn. Regardez le Koweït. Regardez les Émirats arabes unis. Regardez les dégâts en Jordanie, d'accord ? Regardez tout ça. Donc, si ce ne sont plus des positions militaires opérationnelles pour les États-Unis, quelle est la motivation des États-Unis ? Premièrement, sont-ils capables de défendre leurs alliés ? Et deuxièmement, quelle serait leur motivation si ces lieux ne

peuvent plus servir, dans un avenir proche, ou même un jour, de bases avancées de déploiement militaire ou de bases opérationnelles ? Quelle est la motivation des États-Unis pour les défendre ? Défendre l'honneur de la famille royale au Koweït ? Vraiment ? Ou la famille sunnite minoritaire qui gouverne à Bahreïn, au-dessus d'une écrasante majorité chiite ?

D'accord. Réfléchissez-y. Et l'Arabie saoudite serait, en gros, appelée à défendre ces deux émirats, d'accord ? Parce que les États-Unis ne le feront pas. Où est la quatre-vingt-deuxième division aéroportée ? Où sont-ils ? Vous vous souvenez, il y a quelques mois ? « Oh, la quatre-vingt-deuxième aéroportée est dans la zone. » Ils sont répartis dans des hôtels à travers la région, prêts à être mobilisés pour une opération terrestre en Iran. Quand on regarde cette situation, Danny, si la quatre-vingt-deuxième aéroportée traîne en Asie occidentale, prête à intervenir, la seule opération qui, à mon avis, vaudrait la peine d'engager des troupes terrestres américaines, ce serait de défendre certains de ces émirats, pas d'envahir l'île de Kharg. D'accord.

Parce que pensez à l'humiliation totale, Danny, si des Forces de mobilisation populaire chiites irakiennes entraient au Koweït pour reprendre le Koweït. Pensez simplement au désastre pour l'ego américain, après tout ce qu'ils ont fait, et tout ce que les néoconservateurs ont accompli. Et, très franchement, pour les Israéliens et pour Netanyahou lui-même. Pour moi, ce serait l'ultime image. Ce serait l'équivalent occidental du renversement de la statue de Saddam Hussein à Bagdad. Vous vous souvenez de cette scène emblématique, à l'époque ? Voilà, fin du régime. Bahreïn, ce serait grave, mais je pense que l'Arabie saoudite interviendrait pour défendre Bahreïn au dernier moment, comme elle l'a fait à plusieurs reprises pour maintenir la famille régnante au pouvoir là-bas.

D'accord. Mais le Koweït, c'est une autre histoire. Et on pourrait même étendre ça aux Émirats arabes unis, même s'ils sont, je suppose, un peu plus en sécurité, parce que ce sont surtout des étrangers qui y vivent, de toute façon. Mais au Qatar, c'est pareil. Je crois que la Turquie assure une sécurité supplémentaire aux Qataris. Mais tout à coup, Danny, l'ensemble de la situation au Moyen-Orient paraît un peu plus instable qu'avant. Et je pense que l'Iran... toutes les choses que j'ai mentionnées, toutes ces situations, y compris ce qui se passe au Yémen, tout cela joue en faveur de l'Iran et de tous ceux qui s'allient à l'Iran dans la région. C'est comme ça que ça se présente en ce moment. Et je ne vois pas les États-Unis inverser ces tendances, dans aucun de ces endroits précis.

Et en fait, il faut aussi se le rappeler, Danny : les États-Unis sont actuellement soumis à une décision du Parlement irakien, avec un calendrier de retrait très précis. Alors, si vous additionnez tous ces éléments, pour moi, le point central serait le Koweït. Ce serait la plus grande blessure géopolitique pour les États-Unis. Même si le pays est petit, relativement petit, il a une portée symbolique considérable, par ce qu'il représente en termes de contrôle de la position irakienne dans la région. Et qu'advierait-il des Kurdes du nord de l'Irak ? Parce que cela fait aussi partie du retrait. Eh bien, l'Iran a invoqué la force majeure concernant les positions américaines dans le KRG, le Gouvernement régional du Kurdistan. Donc, je veux dire, additionnez tous ces éléments, Danny, et l'équation qui se dessine est assez intéressante.

Je ne peux pas vous dire que cela va se transformer dans les deux prochains mois, dans six mois, ni même dans un an. Mais je vous le dis : sur certains de ces points, le compte à rebours a déjà commencé. Et les choses ne seront plus les mêmes qu'aujourd'hui, ni qu'elles ne l'étaient auparavant. D'ici un an ou deux, ce ne sera tout simplement plus la même situation, au vu de tout ce qui se passe et de la direction que prennent les événements en ce moment. Et puis, je pense que je ne vois pas comment les États-Unis pourront défendre une position hégémonique dans la région, ou maintenir quelque position hégémonique que ce soit. Donc, il faudrait qu'il se passe autre chose. Quelque chose de complètement différent.

#Danny

Patrick, je voulais afficher ça, parce qu'il faut absolument prendre en compte cette question de l'énergie et du pétrole dans ce dont vous veniez de parler : l'hégémonie américaine et sa position dans la région. Cette énorme crise du diesel est devenue si grave que des stations-service, au Texas, à Orlando et ailleurs, affichent zéro, zéro, zéro, parce que les pompes sont désormais à sec. Et le prix du diesel dépasse les dix dollars le gallon. Voici quelques photos prises sur place. Je veux dire, c'est une crise immense, qui ne montre aucun signe d'apaisement. Ce n'est pas comme si l'Arabie saoudite était actuellement en mesure, premièrement, de réparer ses oléoducs de sitôt ; et deuxièmement, de mettre fin à la guerre contre le Yémen, même si elle devrait sans doute le faire dès que possible. Mais elle ne semble pas en mesure de faire ni l'un ni l'autre.

Et les États-Unis continuent de manipuler les marchés. On en parlait avant l'émission. Vous m'avez demandé : « Est-ce que Trump a publié quelque chose aujourd'hui sur Twitter, ou sur Truth Social, devrais-je dire ? » Eh bien, il a bien parlé à Barak Ravid, comme le fait souvent l'administration, et il a dit qu'il arrivait à un tournant majeur dans la guerre contre l'Iran. Il dit : « J'ai une grande décision à prendre. Est-ce que je veux les anéantir, c'est-à-dire l'Iran, ou pas ? C'est une grande décision, et avec moi, tout peut arriver. » Et Patrick, la dernière fois que j'ai vérifié, on est jeudi, au milieu de la journée. Les marchés ferment demain. Je veux dire, c'est devenu un schéma récurrent à chaque fin de semaine. On reçoit une nouvelle petite information à laquelle les marchés doivent réagir. Qu'en pensez-vous ? Quel rôle joue l'énergie dans tout ça ? Parce qu'il y a, je crois, énormément de facteurs qui entrent en jeu dans les discussions et les débats à ce sujet.

#Patrick Henningsen

Eh bien, oui, je pense que vous avez assez bien cerné la situation. C'est une déclaration contrôlée, qui vient de l'infiltré du renseignement israélien chez Axios, Barak Ravid. Et clairement, c'est une cible... disons, une menace neutre et ambiguë. Ça peut aller dans un sens comme dans l'autre, mais c'est un peu du perroquetage. Il l'a déjà dit à plusieurs reprises, Danny : « Je vais anéantir les Iraniens. » Et il ne les a pas encore anéantis. Je pense que c'est probablement la sixième ou la septième menace d'anéantissement qu'il formule à un niveau très médiatisé, dans une publication, une fuite, ou autre. La question, donc, c'est : les Iraniens, et le monde, vont-ils le mettre au défi de passer à l'acte ?

Il met en avant cette espèce de stratégie du chien fou : l'idée qu'il est très imprévisible et qu'il pourrait, éventuellement, déclencher l'Armageddon. Et que tout le monde devrait rester sur ses gardes, conscient du pouvoir que Donald Trump détient sur la vie et la mort de la planète, sur l'économie, sur les marchés boursiers et sur tout le reste. Donc, ce n'est que la continuité de cette situation. Je dirais que... je pense que... je dirais que le président, à ce stade, bluffe probablement. Il parle d'anéantissement nucléaire. Il ne peut pas y avoir d'anéantissement conventionnel de l'Iran. Ce n'est tout simplement pas possible. Premièrement, les États-Unis n'ont pas les ressources militaires nécessaires pour faire ça.

Ils n'ont plus le positionnement stratégique dans la région qui leur permettrait de faire quoi que ce soit. Ils ne peuvent même plus faire ce qu'ils faisaient auparavant en matière de frappes aériennes conventionnelles, lesquelles n'ont pas mis l'Iran à genoux. Donc, même s'ils reproduisaient ce qu'ils ont fait précédemment, ce ne serait pas suffisant pour décapiter le gouvernement. Ce ne serait pas suffisant pour provoquer un changement de régime, ni pour paralyser l'Iran sur le plan militaire ou économique. Oui, cela a infligé des dégâts à l'Iran, de graves dégâts économiques, et la situation va continuer d'être très difficile pour l'Iran. Mais... il faut mettre cela en perspective avec la situation politique en Iran.

Et si cette stratégie peut fonctionner contre une population capricieuse, impatiente, qui raisonne à court terme, et dans une société où il n'y a ni solidarité ni cohésion, alors cette stratégie de pression maximale peut finir par produire des résultats. Mais ce n'est pas la situation de l'Iran. Même en Syrie, il a fallu douze ans aux États-Unis pour briser le pays. Et cela, avec deux cent mille combattants takfiristes qui arrachaient des villes, des localités et des régions de la carte syrienne, ainsi qu'un mouvement séparatiste kurde soutenu par les États-Unis. Malgré tout, il leur a fallu douze ans pour faire s'effondrer l'État syrien. L'Iran dispose de bien davantage de solidarité, de cohésion et de résilience. Ce n'est pas une économie isolée, pas comme la Syrie l'était.

Et pourtant, il leur a quand même fallu douze ans pour renverser le gouvernement en Syrie. Donc, face à cette réalité, je ne vois rien d'autre que le déploiement d'armes nucléaires. Ce serait un changement majeur pour les États-Unis. Cela reviendrait, d'une certaine manière, à faire pencher le rapport de force et à placer les États-Unis dans une position plus forte, et l'Iran dans une position plus faible. Je veux dire, cela pourrait se produire en dix ans, je pense, s'ils maintenaient cette pression sur l'Iran. Mais il faudrait que cette pression soit militaire autant qu'économique. Peut-être que dans cinq, six ou sept ans, ils pourraient étouffer l'État au point de rendre possible un soulèvement. Ou l'affaiblir à un tel degré qu'il ne serait plus capable de gouverner l'ensemble de son territoire.

C'est possible. Mais même dans ce cas, Danny, dans le meilleur des scénarios, on parle de cinq à sept ans. Ce président n'a plus que dix-huit mois. Vous savez, la campagne présidentielle commence en avril. Oui, les élections de mi-mandat approchent, et l'élection présidentielle de deux mille vingt-huit aussi. Alors, de quoi parle-t-il, Danny ? De quoi parle-t-il ? À part davantage de transactions,

davantage de manœuvres pour faire bouger le marché dans ce sens-là, ou les sondages dans l'autre sens. Le président commence à manquer de ces mains de poker qu'il jouait, de toutes ces manœuvres à court terme. On en est arrivé au point, Danny, où ils doivent recycler les mêmes choses.

Et donc, la situation économique américaine, même avec la hausse des taux d'intérêt de la Réserve fédérale, Danny, va stabiliser l'inflation pendant un court laps de temps. Elle va aussi stabiliser les rendements obligataires pendant un court laps de temps. Mais tous les experts s'accordent à dire, Danny, que les fondamentaux échappent à tout contrôle et que, tôt ou tard, tout cela va repartir brutalement. Cela inclut les rendements des obligations à long terme, ainsi que le fait que les États-Unis sont de moins en moins considérés comme solvables. C'est donc un élément auquel il faut faire face. Et je dirais que ce sont des forces bien plus puissantes, qui vont peser non seulement sur la situation politique intérieure des États-Unis, mais aussi sur ce que les États-Unis peuvent faire à l'international. J'ajouterais également un autre problème qui vient d'apparaître. Israël n'est plus en mesure de vendre ses obligations en shekels sur le marché européen.

Ils ont perdu la licence au Luxembourg. C'était leur seul point d'entrée sur le marché obligataire de l'Union européenne. Et beaucoup de gens ne réalisent pas que c'est comme ça qu'Israël a survécu. Ils vendaient ces obligations en shekels. Et maintenant, comme les gouvernements de plusieurs pays veulent, en gros, envisager des sanctions contre Israël, délivrer une licence représente un risque trop important. Parce que si un pays de l'Union européenne délivre une licence... L'Irlande l'a fait pendant un temps, puis elle a dû mettre fin à ce dispositif parce que le public l'a découvert. Ensuite, le Luxembourg l'a fait. Mais maintenant, cette licence a expiré. Ils cherchent... aucun autre pays européen ne veut se porter volontaire pour émettre ces obligations israéliennes. Israël a donc un énorme problème de trésorerie. Un problème de trésorerie massif. Ils espèrent que les États-Unis vont combler ce manque.

D'accord, mais les États-Unis ont eux aussi un problème de trésorerie. Donc, politiquement, un vaste plan de sauvetage financier pour Israël ne donnera pas une bonne image. Car même si ce gouvernement est très pro-israélien, Danny, l'administration Trump, je dirais que la majorité des Américains ne soutiennent pas ce qu'Israël fait à Gaza, en Cisjordanie ou au Liban. Donc, s'il s'agit d'un important plan de sauvetage financier — regardez ce qu'ils ont donné à l'Argentine, et ce qu'ils ont fait avec ces autres dispositifs de soutien pour le Japon — Israël va avoir besoin de quelque chose de similaire, et ça ne passera pas très bien. Ce ne sera pas très populaire aux États-Unis. Et ce sera assurément, assurément, une source de division entre démocrates et républicains. Ce sera aussi problématique pour ce président. C'est donc un autre élément qui se profile désormais à l'arrière-plan.

#Danny

Je voulais, pendant que vous parliez, revenir sur quelques éléments. Voici les affirmations de Trump selon lesquelles les États-Unis ont gagné la guerre contre l'Iran, et pas seulement qu'il va les

anéantir. Il formule ces affirmations presque entre sept et quatorze, voire quinze fois par mois. Mais là, une seule fois. Donc, les choses ont un peu changé au cours du mois de septembre. Je voulais aussi vous montrer ceci, Patrick. Voici l'argumentaire, et l'appel, de J. D. Vance aux électeurs américains. Après tout ça, après le paysage que vous venez de décrire, voilà pourquoi, selon lui, vous devriez continuer à soutenir non seulement son régime, mais aussi, bien sûr, ceux qui tenteront d'en profiter pour se faire élire au Congrès.

#JD vance

On est en train de régler ça. Donnez-nous une nouvelle chance, ou encore deux années, pour continuer à faire les choses formidables que nous faisons depuis deux ans. Et le deuxième argument.

#Danny

Alors, donnez-nous une autre chance. Voilà le message qu'ils veulent faire passer avec toutes les choses formidables sur lesquelles ils ont travaillé. Dites-nous brièvement ce que vous en pensez. Ensuite, j'ai encore une chose que je voulais vous montrer. Mais d'abord, votre avis là-dessus.

#Patrick Henningsen

Je n'emploierais pas le mot « incroyable » si j'étais Vance. Peut-être « stupéfiant » ou « incrédule », à la rigueur, mais pas « incroyable ». Celle-là est vraiment désespérée. Ça devrait le hanter dans ses ambitions présidentielles. C'est un tel lèche-bottes du président qu'on lui a demandé d'aller, en gros, chauffer la foule avant les élections de mi-mandat. Et parce que Trump sait que Vance est probablement mieux placé que lui dans les sondages, en matière d'acceptabilité auprès du public, ou peu importe. Mais la loyauté servile de Vance envers le président est tout simplement écœurante, à ce stade. Et de quoi parle-t-il ? Quelles sont ces grandes réussites ? Une économie totalement stagnante et en chute libre. Une inflation record. L'effondrement du marché obligataire américain. Des pays officiellement en faillite, avec quarante mille milliards de dollars.

Et ce n'est pas tout : les quarante mille milliards de dollars ont été atteints, Danny, avec presque un an d'avance sur le calendrier. D'accord, donc voilà la récompense. Oh, vous avez réussi. Vous faites grimper la dette nationale plus vite que les présidents précédents. Alors félicitations. Voilà encore une belle réussite. Ça ne mènera absolument à rien de positif. En fait, sur ce point précis aussi, les dépenses excessives de cette présidence — des dépenses records, des dépenses au-delà du budget — alimentent tous ces facteurs fondamentaux qui rendent encore plus difficile l'accès au crédit pour les États-Unis et pour le gouvernement, entre autres. Et cela met évidemment les Américains sous pression de tous les côtés imaginables : le coût de la vie, et ainsi de suite. Sans compter la crise du carburant, la crise du diesel, tout cela.

L'autre chose idiote que cette administration a faite, c'est de décider, au milieu de tout ça, Danny, de déclarer une guerre des droits de douane contre le partenaire le plus loyal et le plus bénéfique

économiquement des États-Unis : le Canada. D'accord ? En pleine pénurie de diesel, vous lancez une guerre commerciale contre le premier fournisseur de diesel des États-Unis, au moins pour la moitié du pays : le Canada. Toute l'économie américaine repose essentiellement sur le transport routier et le fret. Donc, rien que le coût du diesel va ajouter quelques points de pourcentage d'inflation à pratiquement tout ce qui est livré par la route. Alors non, je n'y crois pas. C'est un argument assez faible pour les élections de mi-mandat. Personnellement, je pense qu'à ce niveau de désespoir, si vous regardez les sondages, ils ont déjà fait une croix sur les élections de mi-mandat.

La seule chose qui, à mon avis, préoccupe ce président, c'est la majorité au Sénat. Parce qu'il faut une majorité des deux tiers pour prononcer une condamnation dans le cadre d'une destitution. Je ne pense pas que les démocrates l'aient. Il pourrait y avoir un basculement au Sénat. Les démocrates pourraient obtenir la majorité. Cela pourrait aller jusqu'à cinq sièges, ou quelque chose comme ça. Mais ils n'auront pas les deux tiers. Donc, il n'y aura pas de condamnation dans le cadre d'une destitution. En revanche, avec une Chambre des représentants démocrate, il pourrait y avoir des auditions en vue d'une destitution. Et c'est en réalité cela qui compte le plus. C'est très difficile. Et très peu de présidents américains, voire aucun, ont réellement été destitués ou condamnés à l'issue de la procédure au Sénat.

Une fois que ça aura été examiné par la Chambre des représentants — avec les auditions, la collecte des preuves, les éléments de preuve, les témoignages — puis transmis au Sénat pour un vote, il sera très difficile, voire quasiment impossible, d'obtenir quoi que ce soit. Mais l'intérêt, pour l'opposition ou pour le bloc anti-Trump, sera de paralyser le président à travers la procédure d'audition de destitution, tous les témoignages et tout le cirque médiatique qui va entourer ça. Cela va pratiquement empêcher ce président de réaliser quoi que ce soit durant les deux dernières années, sur le plan intérieur. Et ne parlons même pas de l'international. Trump a, en gros, déjà saboté tous les objectifs de politique étrangère, toutes les initiatives, tout. C'est fini. C'est réduit en miettes, comme on dit. Ça n'arrivera pas.

Mais sur le plan intérieur, ça va rendre les choses très difficiles. Et bien sûr, vous savez comment ça se passe : à l'approche de l'élection générale de deux mille vingt-neuf — ou plutôt, pardon, de deux mille vingt-huit — dès que les médias sentent le sang, dès que l'opposition sent le sang, c'est la curée contre Trump et tout ce qui est lié à Trump. Et cela inclut J. D. Vance, soit dit en passant. Sa campagne sera très, très faible s'il est censé être l'héritier désigné, alors qu'il s'est à ce point lié à ce président et à une série d'échecs. En fait, certains des pires échecs de l'histoire du pays, sur le plan de la politique étrangère, du militaire et de l'économie. Ce ne sera pas une très bonne campagne pour Vance, à moins qu'il ne change de parti et ne revienne ensuite à sa position habituelle, qui est essentiellement celle d'un démocrate libéral.

En réalité, il s'est seulement donné un genre conservateur pour obtenir un ticket dans la campagne de Trump, grâce à Peter Thiel, à ses soutiens milliardaires, aux géants de la tech, des données et de l'intelligence artificielle. Voilà qui J. D. Vance représente. Mais je pense que ces puissances aux États-Unis, ces oligarques, pourraient tout aussi facilement trouver, chez les démocrates, un véhicule

adapté pour réaliser leurs rêves de dérégulation et poursuivre la bulle boursière de l'intelligence artificielle. Un démocrate peut le faire tout aussi bien qu'un républicain. Donc oui, à mon avis, ce sont là quelques-unes des grandes questions qui vont façonner la situation sur le plan intérieur.

Je ne vois pas beaucoup de marge de salut à l'international, cela dit. Ni sur le plan économique, ni en politique étrangère, ni sur le plan militaire, pour ce président. Je veux dire, même l'espoir, Danny, qu'il y ait une... une résolution de la crise ukrainienne, que Trump puisse au moins obtenir ça. Vous savez, Kushner et Witkoff, les Del Boy et Rodney, pourraient tenter un coup de poker désespéré et finir par sortir quelque chose de leur chapeau. Ça non plus, ça n'arrivera pas. Parce qu'on a déjà établi que, vu la manière dont Trump fait des affaires et mène la diplomatie, il n'y aura pas de règlement durable, pas de traité, pas de cessez-le-feu, rien.

Ils n'en sont pas capables, parce qu'ils n'ont ni les procédures, ni le personnel, ni les moyens de faire quoi que ce soit de tout ça. Donc, cette option est écartée. Je ne vois donc rien d'autre que, j' imagine, voler le Groenland, ou envahir Cuba. Ce sont probablement les deux options les plus plausibles. Il y aurait peut-être une tentative de coup d'État au Nicaragua, éventuellement en s'appuyant sur la... Mais ils vont déjà avoir des problèmes politiques qui couvent au Venezuela, parce que la prospérité n'a pas été au rendez-vous. Exactement comme, Danny, la prospérité n'a pas été apportée par les Émirats takfiristes d'Al-Qaïda. — Oh, oui.

#Danny

Je ne vous ai même pas posé de question sur les manifestations. Je veux dire, il y a des manifestations massives à Damas, et dans toute la Syrie aussi, je crois.

#Patrick Henningsen

Dans toute la Syrie, oui. Donc ça, c'en est une autre. Alors, imaginez l'image que ça donne. Jolani va à la Maison-Blanche, séance photo avec Trump, Trump qui lui vaporise du parfum, ils font des blagues, ils tirent au panier à la Maison-Blanche, à la manière d'Obama. Et puis, tout à coup, ils n' arrivent pas à stopper l'hémorragie, le vol et le pillage de l'économie syrienne. C'est tellement corrompu. Il n'y a pas d'argent. La monnaie est en chute libre. Pendant ce temps, les États-Unis gardent toujours leurs bases militaires là-bas. Ils n'ont rien apporté qui puisse bénéficier au peuple syrien, même aux gens qui ont soutenu le changement de régime militaire du HTS. Eux aussi vont probablement arriver bientôt au bout du rouleau.

On approche, je crois... dans quelques mois, ce sera le deuxième anniversaire du renversement du gouvernement en Syrie. Rien de positif. Rien de positif. Donc ça va simplement continuer. Comme l'a dit Gerald Salenti, de façon célèbre : quand les gens n'ont plus rien à perdre, ils perdent tout. Et je pense que la Syrie a déjà largement dépassé ce stade. Donc, ils n'ont pas tenu leurs promesses. Les gens vont maintenant... Et cela alimente aussi cette mentalité arabe qui consiste à se remémorer les anciens régimes politiques avec nostalgie. Et c'est exactement la conversation qui va avoir lieu en

Syrie : « C'était mieux sous Bachar. C'était mieux sous Bachar. » C'est inévitable. Donc les pays du Golfe ne peuvent pas arriver et, disons, injecter des centaines de millions en liquide.

L'Arabie saoudite ne peut certainement pas se permettre de faire ça. Le Qatar a déjà dépensé des centaines de milliards pour tenter de déstabiliser la Syrie pendant une décennie. Donc ils n'arrivent pas avec une quelconque aide de sauvetage, parce que cela a servi leurs objectifs géopolitiques. C'était tout l'objectif. L'objectif des États-Unis et d'Israël était de renverser le gouvernement à Damas, d'éliminer ce qui était autrefois un gouvernement allié de l'Iran, allié du Hezbollah, favorable aux Palestiniens, et de le remplacer par à peu près n'importe quoi. Et il se trouve que c'était l'ancien numéro deux de Daech et le fondateur d'Al-Qaïda en Syrie. Ils lui ont mis un costume, l'ont appelé président, alors qu'il n'y a pas eu d'élections.

Et ça a, en quelque sorte, marché pour Daech. Beaucoup de gens, au moins ces deux dernières années, en Arabie saoudite et dans le Golfe, étaient ravis de ça. Parce qu'ils ont un wahhabite, takfiriste, extrémiste, fanatique religieux, un coupeur de têtes, au pouvoir à Damas. Ils ne pourraient pas être plus heureux, parce que c'est exactement ce que veut l'Arabie saoudite : avoir ce genre de personne à la tête d'un pays potentiellement nationaliste arabe. En gros, transformer la Syrie en un autre émirat. Un émirat faible, certes, mais un émirat quand même, avec l'emballage d'une démocratie. Mais, évidemment, ce n'en est pas une. L'Arabie saoudite est très, très heureuse de cette situation. Et cela aide aussi à contenir le Liban. L'Arabie saoudite injecte de l'argent au Liban pour, en gros, corrompre le système politique libanais et diviser les gens selon des lignes confessionnelles.

Et les États-Unis se sont appuyés sur l'Arabie saoudite, le Qatar et tous les autres États du Golfe pour huiler toute cette mécanique. Ce sont eux qui paient la facture. En gros, ils font le travail d'Israël. Ils financent pratiquement tout ce qu'Israël veut, y compris les attaques contre les Yéménites. Enfin, c'est presque comme si Netanyahu avait appelé MBS : « Vous pouvez vous occuper de ces gars-là, là-bas, s'il vous plaît ? Bombardez l'aéroport de Sanaa. » Oui, autant dire que ça aurait pu être Netanyahu. Parce que le seul bénéficiaire que je vois dans tout ça, c'est Israël, et dans une large mesure, les États-Unis aussi. Pour l'Arabie saoudite, je ne vois absolument aucun avantage pour le Royaume d'Arabie saoudite. Et puis, vous savez, est-ce que MBS prend de la kétamine avec Elon le week-end ? Qu'est-ce qui se passe ? C'est dingue. Vous savez, ça n'a aucun sens.

#Danny

Oui, oui, oui. Mais jouer avec le feu autour de Bab el-Mandeb, c'est tout de même un choix historique, pour toutes les parties impliquées. Mais il y a aussi, Patrick... Vous savez, quand les choses vont vraiment très mal, on commence aussi à voir surgir des sources venant de... je ne sais pas, Reuters, donc quoi, le MI six, la CIA ? Elles ont aussi tendance à se tourner vers des pays comme la Chine et la Russie, dans une certaine mesure, et à publier ce genre d'histoires. La Chine ferait secrètement pression sur l'Iran pour qu'il freine Ansar Allah, après que l'Arabie saoudite a pratiquement supplié que cela se fasse par l'intermédiaire de médiateurs. Patrick, qu'en pensez-vous

? Nous avons eu le sommet des BRICS hier. Évidemment, les conflits dont nous parlons, en Iran et au Yémen, affectent bien sûr la Chine, la Russie, et ainsi de suite. Mais que pensez-vous de ce type de rapports et d'articles ? Ils sortent souvent à des moments où les États-Unis et les autres acteurs impliqués n'ont peut-être plus beaucoup d'options.

#Patrick Henningsen

Oui, ça sent mauvais. Il y a tout le bouquet olfactif, en quelque sorte, de la désinformation. Ce n'est pas le style de la Chine de faire pression sur les gens pour qu'ils s'en prennent à telle ou telle personne. Parce que la Chine, en ce qui concerne sa propre énergie, dépend surtout de ce qui vient du golfe Persique. Et il est très clair de savoir qui a provoqué cette situation. Ce sont les États-Unis et Israël. C'est la source des problèmes de la Chine, pas l'Iran. Donc cette idée qu'ils essaient de créer un récit, Danny, semble-t-il, selon lequel, si l'Iran se conformait simplement aux exigences, s'il se montrait plus coopératif et réglait la question des Houthis, vous savez, s'il trouvait un accord avec les États-Unis...

C'est un peu le sous-texte, là. C'est donc formulé de manière à laisser entendre que, vous savez, selon cette vision du monde centrée sur l'Occident, tout le monde se comporte mal. Ils doivent reprendre leurs esprits et conclure un accord avec les États-Unis, n'est-ce pas ? Et, au fond, c'est vraiment leur faute. Ils bloquent le progrès, ils bloquent la paix, la prospérité, et ils ralentissent les flux mondiaux d'énergie. Enfin, et ça affecte très, très négativement les Chinois. C'est clairement le récit que l'Occident va présenter et continuer à renforcer, parce que c'est, en substance, la vision du monde hégémonique occidental-centrée.

Il faut dompter les indigènes, les soumettre et les rallier. Et s'ils ne se tiennent pas tranquilles, il faut s'en occuper. Peut-être faire venir un autre gros poisson pour mettre la pression sur leurs camarades du Sud global, parce qu'ils n'écoutent pas le bon sens venu de Washington. C'est, en gros, le récit qu'on nous sert là. C'est complètement délirant. Donc oui, ça aurait pu être monté de toutes pièces par n'importe quel propagandiste habile travaillant pour différents services de renseignement occidentaux. Sans aucun doute, ils en ont déjà dans leurs effectifs, comme rédacteurs en chef aux différents bureaux, y compris aux bureaux chargés de l'Asie. Donc, c'est totalement irréaliste.

Et s'il y a bien quelqu'un sur qui il faut faire pression, c'est l'Arabie saoudite. Il faut lui demander : pourquoi diable avez-vous lancé une guerre contre Ansar Allah au Yémen ? Qu'est-ce qui vous a pris d'attaquer l'aéroport de Sanaa ? C'est ça, la vraie question, non ? Ensuite, nous aimerions tous savoir ce qui se cache derrière cette histoire. D'où est venu cet appel ? Qui faisait pression sur qui ? Et je dirais — je l'ai dit à l'époque, et je pense que cela finira par sortir un jour — que la Maison-Blanche a poussé l'Arabie saoudite à le faire. Il a utilisé toutes sortes de leviers pour les y inciter. Il leur a probablement promis que tout allait bien se passer. Ou, comme Trump l'a dit, je cite : « Tout va très bien se passer. » C'est ce qu'il a dit aux Saoudiens. Et, vous savez, qui sait ?

Comment tout cela a commencé, ça a pu être quelque chose d'aussi absurde que les États-Unis promettant à l'Arabie saoudite un accord nucléaire, pour l'enrichissement de son uranium et pour des réacteurs nucléaires, en échange d'un service : attaquer les Yéménites pour nous. Et ne vous inquiétez pas, ça s'arrêtera là. Eh bien, non. Ça ne s'est pas arrêté là. Donc, d'une certaine manière, l'Arabie saoudite s'est peut-être fait tendre un piège. Ou alors elle a fait quelque chose de vraiment stupide en agissant pour le compte de Washington, alors que cela s'est très clairement terminé en catastrophe pour elle. C'est difficile à savoir. Je pense que si c'était le cas, ce serait extrêmement embarrassant pour MBS de découvrir quelle est réellement l'origine de cette situation. Et cela remettrait même en question sa légitimité en tant que dirigeant. Ils seraient donc obligés de s'entêter.

Mohammed ben Salmane devrait persister et en rajouter. Si la vérité venait à éclater, je parie que ce serait accablant, soit par bêtise, soit par manipulation. Cela remettrait en cause sa légitimité en tant que dirigeant. Il faut se rappeler que ce prince héritier a, en gros, écarté un très grand nombre de membres de sa propre famille de postes qui auraient pu menacer son accession au pouvoir. Il l'a fait très publiquement et de manière agressive. Et l'idée, c'est qu'il serait le plus compétent, le plus intelligent, le mieux introduit, celui qui a le plus d'influence auprès des puissances occidentales. C'est de là que vient la légitimité de M B S.

Et toutes ces hypothèses tomberaient essentiellement à l'eau si les gens venaient à connaître la véritable histoire : celle d'une Arabie saoudite qui s'est elle-même placée dans une situation absolument inextricable. Aujourd'hui, l'Arabie saoudite n'a aucune bonne option. Et, potentiellement, le régime lui-même fait face à une menace existentielle pour sa viabilité, en raison de mauvaises décisions et de sa propre mise en position de vulnérabilité. Alors, bien sûr, dans une telle situation, ça a du sens. On veut s'entêter. On veut persister dans une mauvaise situation, voire dans un mauvais pari. Et c'est exactement ce qu'ils font. Donc, en réalité, cela suit un schéma d'échec historique très classique.

Et oui, mais la vérité finira par sortir, sur cette affaire. Soit avant, soit après la chute du régime à Riyad, ou au moins de l'actuel prince héritier, Mohammed ben Salmane. Et en même temps, Danny, il y a aussi une tendance incontournable. Cette tendance, c'est qu'Ansar Allah gagne en popularité. Ils ne gouvernent pas d'une main de fer. Ils bénéficient d'un soutien populaire massif, et il ne fait qu'augmenter. Personne ne veut enfiler l'uniforme pour faire partie de cette ridicule armée de mercenaires en carton, avec les marionnettes des États-Unis et les marionnettes saoudiennes à Aden. Ils les appellent les forces pro-gouvernementales, le Conseil présidentiel national. Je crois qu'ils ont l'un des fils de Saleh qui fait plus ou moins office de dirigeant par intérim maintenant, enfin bref. Et ils ont tout simplement pris la fuite.

Personne ne veut combattre Ansar Allah. Et s'ils ne veulent pas combattre Ansar Allah, ce n'est pas seulement à cause de leurs capacités militaires. C'est aussi parce qu'ils bénéficient d'un soutien populaire. Alors, ils ont pris une bande de bras cassés et leur ont collé des uniformes. Avec du

camouflage vert menthe, du camouflage numérique désert, tout droit sortis de l'emballage. Il n'y avait même pas une tache sur les uniformes. Et ces types n'ont absolument aucune carrure. On ne dirait même pas qu'ils savent tenir une arme. Et bien sûr, ils se sont rendus en masse. Ils ont pris la fuite dès qu'ils ont vu Ansar Allah arriver par-delà la crête. Et il ne leur reste plus personne. Il n'y a plus d'armées de mercenaires à engager, maintenant. Ils ont déjà fait le Soudan.

C'est mort et enterré depuis déjà quelques années. Il n'y a personne d'autre sur qui ils puissent simplement compter pour constituer une force. Imaginez essayer de monter une force combattante, ne serait-ce que de cinq mille hommes. Ils vont avoir du mal. Ils pourront peut-être recruter quelques anciens de la Delta Force américaine, d'anciens Navy SEALs, des détachements des forces spéciales américaines ou britanniques. Mais Triple Canopy n'enverra pas mille membres des forces spéciales dans une bataille perdue. Peu importe combien ils paient ces types, ils n'iront pas, parce que c'est déjà terminé. Les Émirats arabes unis ont fui. Cet été, ils ont abandonné beaucoup de leurs positions clés. Et devinez quoi ? Ils ont laissé toutes leurs armes. Ils ont laissé derrière eux une fortune en matériel militaire et en armes.

Et où sont ces armes aujourd'hui ? Eh bien, vous savez, certaines sont tombées entre les mains d'Ansar Allah, d'autres entre celles d'Al-Qaïda, de militants divers et variés. Mais, vous savez, ils ont épuisé toutes les armées takfiristes. Je veux dire, si cela s'était produit au Yémen il y a quinze ans, l'Arabie saoudite aurait envoyé les chacals. Et probablement cent mille, cent cinquante mille d'entre eux. Ils les auraient fait venir, comme ils l'ont fait, d'endroits aussi lointains que les Philippines, d'accord ? Des Philippines, d'Indonésie, de partout, à travers toute l'Afrique, avec les Chabab, sans compter l'ensemble du Caucase et le Kosovo. Mais devinez quoi ? C'est une force épuisée. Maintenant, ils ont... ils ont... ils ont fait tout ça en Syrie, pour l'essentiel.

Et Daech a également été vaincu. Donc, il ne reste plus rien. Il ne reste plus rien. Et Ansar Allah est populaire. Le mouvement bénéficie d'un soutien populaire. Il contrôle les principales zones peuplées, les zones les plus peuplées du Yémen, ainsi que la capitale, Danny. Alors dites-moi : en quoi sont-ils des insurgés ? Si vous occupez et gouvernez la capitale, ainsi que la majorité des zones peuplées et viables du pays, en quoi êtes-vous des rebelles ? Vous êtes le gouvernement. Voilà le problème. C'est ainsi que c'est présenté en Occident : ce seraient les rebelles houthis. Mais ce n'est pas Ansar Allah en tant que mouvement politique. Les Houthis n'en sont qu'une petite partie. Ils ne sont pas tous houthis.

Oui, c'est ça. Le dirigeant des Houthis, Abdul Malik al-Houthi, est le frère cadet du défunt Hussein al-Houthi, le fondateur du mouvement houthi. C'est son frère cadet. Mais, en réalité, ils ne représentent qu'un pourcentage relativement faible de l'ensemble du mouvement. Le mouvement grandit. Il faut comprendre la portée symbolique de cette révolte contre l'impérialisme occidental et du Golfe, le soutien populaire dont elle bénéficie, ce que cela signifie pour la communauté musulmane de la région : défendre les Palestiniens, alors même que, Danny, ils sont assiégés. Des

centaines de milliers de Yéménites ont été tués, sont morts de faim à cause des États-Unis et des Saoudiens, avec le soutien des Israéliens. Puis ils ont été bombardés et attaqués par les États-Unis, les Israéliens et les Saoudiens.

Et malgré tout cela, après avoir perdu des centaines de milliers de personnes dans la famine et la guerre, ils sont quand même prêts à tout risquer pour les habitants de Gaza, et à attaquer Israël, à passer à l'offensive contre Israël. Vous vous rendez compte de ce que cela représente pour l'Oumma mondiale, pour la communauté musulmane ? Le Yémen, le statut que le Yémen a acquis grâce à cela auprès des musulmans ordinaires, qu'ils soient d'Égypte, de Libye, de Tunisie, d'Algérie, du Maroc ou de n'importe quel pays du Moyen-Orient, d'Irak et ainsi de suite, même de Turquie... ils ont gagné leur respect.

Donc, auparavant, les États-Unis et l'Arabie saoudite les présentaient comme des apostats. Ils ont fait la même chose en radicalisant l'Afghanistan et tous ces endroits de la région. Tout l'argent saoudien, tout l'argent saoudien, et l'influence politique des États-Unis ont servi une seule cause : imposer des divisions confessionnelles entre les musulmans, en Asie occidentale comme dans le monde entier. Tout cela est aujourd'hui en train de disparaître. Et cela disparaît grâce à ce qu'ont fait les Iraniens, grâce à la position de principe qu'ils ont adoptée, et aussi grâce aux Houthis, ou Ansar Allah, au Yémen. Ils ont transcendé les divisions confessionnelles. Personne n'avait jamais vu cela auparavant.

Les États-Unis, les Britanniques, les Israéliens et certains Européens ont réussi à maintenir cette division grâce à beaucoup d'argent, beaucoup de propagande et beaucoup de guerres sales, d'accord ? Ils ont fait cela pour étouffer un véritable soulèvement populaire, et non le faux Printemps arabe, qui a été largement récupéré, orienté et contrôlé, du moins dans ses dernières phases, en grande partie par les services de renseignement occidentaux et du Golfe, ainsi que par leur argent. En récupérant les partis politiques, l'Égypte est un bon exemple. Ils sont même intervenus ensuite pour mener un contre-coup d'État. L'actuel président égyptien doit sa position aux Émiratis et aux Saoudiens, parce qu'ils ont financé son accession au pouvoir lorsqu'ils ont écarté les Frères musulmans après la première phase du Printemps arabe.

Tout cela a été financé par les Saoudiens et les Émiratis. Ils ont tout payé. Pendant un an, ils ont mené toute cette campagne d'influence à un milliard de dollars pour évincer les Frères musulmans, le gouvernement de Mohammed Morsi. C'est ce qui se passait réellement, avec toutes ces insurrections financées en Libye, et les mouvements d'Al-Qaïda en Syrie aussi. Voilà ce qu'a vraiment été le printemps arabe, Danny. Et maintenant, tous ces jeux, toutes ces manœuvres... Pensez aux centaines de milliards de dollars que l'Occident et Israël ont soutirés aux Saoudiens, aux Qataris, aux Koweïtiens et aux Bahreïnais, pour les faire payer tout ça : toutes les armes, l'opération Timber Sycamore.

Les armes étaient financées par les pays du Golfe. Elles étaient achetées par l'Occident. Et peut-être qu'on a dépensé un, deux ou trois milliards. Ce n'est rien, comparé à ce que ces types-là ont dû

dépenser. Nous avons tout acheté. Eux ont payé la facture pour la Syrie, et probablement aussi pour Daech. Alors, tout ça, pour quoi faire ? Ce n'était jamais viable. Ce n'était jamais viable. L'Arabie saoudite n'est pas un État civilisationnel. C'est une construction, comme le sont tous ces émirats, y compris le Royaume de Jordanie, très franchement. Mais ils ne sont pas viables. Ce ne sont pas de vrais États civilisationnels. Ils n'arrivent même pas au niveau du Yémen, en termes d'État civilisationnel légitime en Arabie.

L'Irak n'est même pas un vrai pays. C'est une construction bricolée, une création de l'impérialisme britannique après l'Empire ottoman. Cela dit, même dans ce cas, Danny, ils ont davantage de racines civilisationnelles et de légitimité, en tant que civilisation mésopotamienne, que n'importe lequel des États du Golfe. L'Arabie saoudite, c'est une immense unité de climatisation, avec de la main-d'œuvre importée. C'est ça que c'est. Oui, et en très grande quantité, pas vrai ? C'est l'Arizona de l'Asie occidentale, vous voyez. Je n'ai rien contre l'Arizona. J'adore l'Arizona. Mais soyons honnêtes : les centres de données en Arizona ont besoin de beaucoup de climatisation, tout comme dans le Golfe.

#Danny

Patrick, c'était une excellente analyse. Nous arrivons au terme de l'émission, mais je n'oublierai jamais — et je pense que beaucoup de gens, surtout dans la région, n'oublieront jamais non plus — que, d'abord, les États-Unis, malgré tout ce que vous venez d'exposer, et malgré leur tentative de rester au-dessus de tout ça... La position de l'Arabie saoudite est aujourd'hui très précaire, en grande partie parce que les États-Unis ont déjà échoué à faire ce que l'Arabie saoudite essaie de faire cette année et l'année dernière. Donc, l'opération Rough Rider a été un échec massif. Elle n'a pas vaincu Ansar Allah. Et même durant cette période, les gens s'en souviennent peut-être : un million de Yéménites descendaient dans la rue chaque jour pour marcher en soutien à Gaza. Et c'était aussi le cas pendant toute la période où ils bloquaient la mer Rouge, en solidarité avec Gaza. Donc...

Il y a ici un énorme déséquilibre entre ce que font le peuple yéménite, Ansar Allah, le mouvement houthiste, et ce qui se passe du côté saoudien et américain. Et bien sûr, l'Iran est là, tout près, et tire profit de cette dynamique très précaire. Patrick, je veux m'assurer que tout le monde sache que votre Substack et votre chaîne YouTube, Twenty-First Century Wire, figurent dans la description de la vidéo ci-dessous. Alors, abonnez-vous à ces deux plateformes. Soutenez le travail de Patrick, parce que tout ce que vous entendez ici, sur cette chaîne, lorsqu'il intervient, il le fait aussi, et largement, de son côté. Alors, cliquez sur le bouton « J'aime » avant de partir. Demain, vendredi, je reçois Alastair Crooke à onze heures, heure de la côte Est des États-Unis. Ne manquez pas ça. Je partagerai bientôt toutes les informations à ce sujet. Patrick, un dernier mot avant de conclure ?

#Patrick Henningsen

Non, j'apprécie cette conversation, Danny. C'est une période très, très intéressante. Et oui, nous pourrions assister aux prémices d'un nouveau, entre guillemets, Moyen-Orient, ou d'une nouvelle Asie occidentale. Pas immédiatement, bien sûr. Mais je pense que le processus a commencé. Et je

pense que le berceau de tout cela, c'est le Yémen. En fait, c'est le berceau de la civilisation arabe. C'est le Yémen, pas l'Arabie saoudite. Donc, pas les tribus bédouines du Quart Vide. Non, non, non. Historiquement, c'est le Yémen. Et nous parlons de milliers et de milliers d'années. Voilà la réalité. Et nous commençons à voir la réaffirmation de cette identité, de cet élan et de ce sens du but. Et je pense qu'avec le temps, il y aura aussi de la solidarité. Mais pas encore. Nous y arrivons. Nous y arrivons.

Donc, je pense que ce sera vraiment important. Les gens doivent aussi se rappeler, vous savez, combien de tribus arabes différentes, dans toute la région, y compris au Liban et en Syrie, venaient de... devinez d'où : du Yémen. L'influence du Yémen s'étend donc à toute la région, et cela a toujours été le cas. Quand on regarde l'histoire, son poids est comparable, à bien des égards, à celui de l'Égypte. C'est aussi une autre raison pour laquelle je ne vois pas les Saoudiens se précipiter vers l'Égypte pour demander une assistance ou une aide, éventuellement contre les Yéménites. Je ne vois pas du tout l'Égypte entrer dans ce jeu-là. En fait, ils ont déjà essayé par le passé, et cela ne s'est pas particulièrement bien terminé pour les Égyptiens. Et je ne pense pas qu'ils aient envie de reprendre cette voie, de toute façon.

Donc, le paradigme, Danny, c'est celui des monarchies du Golfe face aux nationalistes arabes, de manière générale. Et j'y inclus l'Iran, même si ce n'est ni un pays arabe ni un pays nationaliste. C'est le véritable paradigme de la région. C'est celui que les États-Unis et Israël veulent maintenir, protéger. Mais c'est aussi celui qui est en train de s'effondrer, probablement au profit des mouvements populaires : les mouvements nationalistes arabes populaires, les mouvements chiites populaires, et même les mouvements religieux-nationalistes, ou encore ceux de type République islamique. C'est donc ce que nous voyons. Et ce sont toujours ces forces qui gouvernent la région, sous contrôle occidental, qui ont gardé la main sur ces mêmes leviers tout au long de l'histoire coloniale. Oui, excellents points.

#Danny

Tout le monde, vous avez entendu Patrick. Pensez aussi à soutenir son travail en dehors d'ici, sur Substack et sur YouTube, à Twenty First Century Wire. Vous trouverez les liens dans la description de la vidéo. Cliquez sur le bouton « J'aime » avant de partir. On se retrouve demain à onze heures, heure de la côte Est. D'ici là, prenez soin de vous.